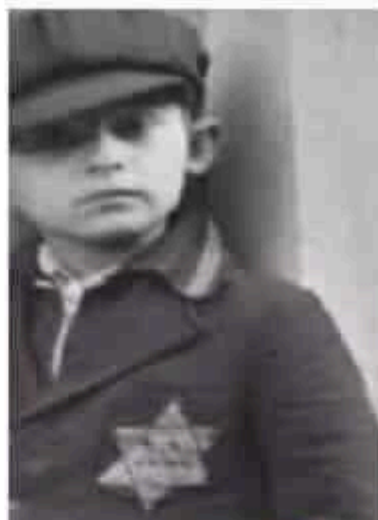


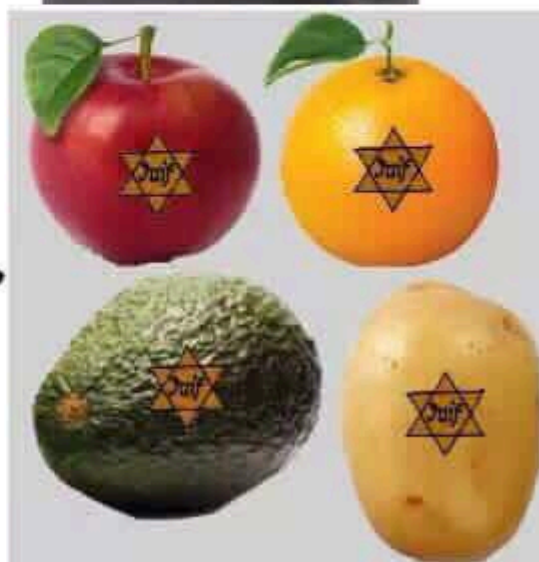
Les Israéliens ne peuvent que se réjouir du vote anglais



1933



2015



L'événement ci-mentionné a déjà fait couler beaucoup d'encre. Je voudrais y ajouter un commentaire qui me fut inspiré par deux faits. Tout d'abord, au moment et immédiatement après le référendum, je me trouvais en Israël, où vit l'un de mes trois fils. Et puis, j'ai lu récemment sur Wikipédia un texte au sujet du server Riposte laïque. Son auteur y parle de Madame Christine Tasin comme de l'un des fondateurs du server. Et il y dit qu'elle pousse son islamophobie jusqu'à soutenir le sionisme. Ce qui, bien entendu, aux yeux de tout bon gauchiste, est un crime absolument impardonnable.

Doit-on en déduire que tous ceux qui sont allergiques au gauchisme doivent sympathiser avec l'Etat d'Israël? Ce serait d'aller trop vite à la besogne. Disons tout simplement qu'en Israël comme ailleurs, l'on peut observer un affrontement entre ceux qui sont attachés à leur identité nationale et ceux qui poursuivent d'autres objectifs.

Il y a des années de cela déjà, j'entendais à Jérusalem le rabbin Léon Askénazy disant au sujet des tenants du capital supranational : « Ils voudraient faire d'Israël seulement quelque chose comme un deuxième Hong Kong ». C'est-à-dire une entité autonome accolée à un ensemble moins développé, facilitant les investissements et des échanges. Mais sûrement pas un Etat ayant une forte identité nationale et religieuse. Car toute identité représente un obstacle à la libre circulation des capitaux, des marchandises et de la main d'œuvre, qui permet les plus importants bénéfices.

Comme ailleurs, en Israël aussi les médias réagirent différemment au résultat du référendum britannique. Le quotidien The Jerusalem Post, qui se situe plutôt à droite, exprimait une certaine satisfaction. Il rappelait que la Grande Bretagne subissait une mauvaise influence de Bruxelles, qui la poussait à adopter une attitude négative à l'égard de l'Etat juif. Il manifestait l'espoir que maintenant l'affaiblissement du prestige et du pouvoir des fameux « technocrates bruxellois » aura pour conséquence que chacun des actuels Etats membres de l'UE pourra adopter une attitude à l'égard d'Israël correspondant davantage à ses propres traditions – et à ses propres intérêts. Le journal mentionnait même la perspective possible de la prochaine sortie des Pays-Bas de l'Union européenne.

Par contre le quotidien Haaretz, affilié avec International New York Times, qui représente plutôt le milieu d'affaires cosmopolite, présentait le résultat du référendum comme une victoire de l'ultranationalisme et de la xénophobie. Mais l'on y disait aussi que pour la sortie de l'UE votaient surtout les

électeurs moins bien placés sur l'échelle sociale, que ce vote était l'expression du mécontentement de la population de base avec le comportement des élites qui ne défendent pas les intérêts de celle-ci.

Mais la sortie de la Grande Bretagne de l'UE a encore d'autres dimensions, qui n'échappent pas à ceux qui connaissent un peu l'histoire. L'Union européenne est l'héritière du faux universalisme romain, à travers ses différents avatars, comme l'empire de Charlemagne, puis le Saint empire romain germanique. Elle a pour base le Traité de Rome, signé le 25 mars 1957, instituant la Communauté économique européenne, ainsi que la Communauté européenne de l'énergie atomique.

Or entre Rome et Jérusalem, il y a une opposition millénaire. C'était la Rome de Vespasien et de Titus qui avait détruit le Second temple de Jérusalem, le 9 du mois av du calendrier hébraïque de l'an 70 de l'ère commune. Des siècles plus tard, en 1914, le 9 av correspondait à la date du commencement de la 1ère guerre mondiale. Celle-ci s'est terminée par l'effondrement de quatre empires – allemand, austro-hongrois, russe et ottoman – qui étaient, chacun à sa manière, héritiers de l'Empire romain. Et cette guerre a aussi été marquée par la conquête de la Terre sainte par les Britanniques, ainsi que par la Déclaration Balfour, par laquelle le gouvernement de Sa majesté s'engageait à favoriser la création du Foyer national juif en Palestine.

Cette déclaration a souvent été interprétée comme l'expression de l'impérialisme britannique qui voulait d'une part s'assurer d'un point d'appui sur la route des Indes et en proximité des champs pétrolifères du Moyen' Orient – et d'autre part obtenir le concours des Juifs russes pour le maintien de la Russie dans la guerre, malgré l'effondrement de la monarchie, suite à la révolution de mars 1917- ainsi que des Juifs américains pour obtenir l'entrée des Etats-Unis dans le conflit.

Mais la déclaration Balfour avait encore une autre dimension.

Beaucoup de dirigeants britanniques étaient d'authentiques croyants, pour qui le retour des Juifs en Terre promise était une condition nécessaire de la Parousie, du retour triomphant du Christ-roi. Encore aujourd'hui, ce sionisme chrétien, à peu-près inconnu en France, joue un rôle important dans le monde anglo-saxon, ainsi que parmi de nouveaux chrétiens en Chine, en Corée et dans d'autres pays. Aux Etats-Unis, son influence dans le soutien à l'Etat d'Israël est peut-être plus importante que celle de la communauté juive américaine, pourtant si forte.

Nous savons aussi que le père de Binyamine Netanyahou, l'actuel premier ministre d'Israël, était un proche collaborateur de Vladimir Zeev Jabotinsky, dirigeant du mouvement dit sioniste-révisionniste. Pendant la première guerre mondiale, Jabotinsky avait organisé la Légion juive qui combattait sous le commandement britannique contre les Ottomans et leurs alliés allemands.

Nous savons également que ce rapport des sionistes avec la Grande Bretagne se dégrada par la suite. Lorsqu'à l'approche de la deuxième guerre mondiale, les Britanniques, redoutant que l'ensemble de leurs sujets coloniaux musulmans ne se rangent entièrement du côté de l'Allemagne de Hitler, arrêtèrent l'immigration juive en Palestine, exposant ainsi des centaines de milliers de Juifs à la mort. Mais malgré tout cela, le peuple juif sait qu'il doit beaucoup à la Grande Bretagne.

Tout cela pour dire que les bons Israéliens, attaché à leur identité nationale et soucieux de leur survie collective, ne peuvent que se réjouir du départ de la Grande Bretagne de l'Union européenne.

Comme ne peuvent que s'en réjouir d'autres patriotes d'autres nations.

Dr Martin JANECEK